



L'apport de l'éducation non formelle des femmes vulnérables comme moteur du développement en République Démocratique du Congo

[The contribution of non-formal education of vulnerable women as a drive for development in Democratic Republic of Congo]

Kalokalo Yangonde Julien^{1,*}, Kadimba Ilunga Marcel¹

¹Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH), Département des Sciences Politiques, Administratives, Relations Internationales et Bonne Gouvernance, Kinshasa, République démocratique du Congo

Résumé

Cette étude s'inscrit dans le cadre de l'éducation non formelle en faveur des femmes vulnérables. Elle part du constat selon lequel, la RDC est confrontée à de nombreux défis, qui sont autant de nouvelles occasions à saisir. La démocratisation, la mondialisation, la décentralisation, la guerre à l'Est du pays, le VIH/SIDA, l'Ebola, le COVID-19 et d'autres facteurs sont en train de transformer les besoins et les priorités d'apprentissage. A cet effet, l'objet de la présente est d'étayer l'argumentation voulant que la participation des femmes à l'éducation non formelle (hors du milieu scolaire) permettra de construire la justice sociale et le soutien de celles qui en sont exclues à travers des voies alternatives d'éducation afin d'accroître la classe moyenne qui renversera la tendance. A ce titre, l'éducation non formelle ne comble pas seulement un vide. Elle permet aussi à l'Etat congolais de considérer ses besoins éducatifs dans l'ensemble en vue de réaliser l'objectif d'éducation pour tous. De plus, l'éducation non formelle est plus apte à répondre aux besoins exprimés par les groupes défavorisés et offre l'avantage d'être plus ancrée dans le lieu de travail et le terrain. Elle peut donc être considérée comme moteur du développement en RDC, en forgeant des liens plus efficaces entre l'éducation et les réalités de la vie quotidienne.

Mots clés : Femme, formation féminine, éducation non formelle, développement.

Abstract

This study is part of non-formal education for vulnerable women. It starts from the observation that the DRC is facing many challenges, which are all new opportunities to be seized. Democratization, globalization, decentralization, war in the east of the country, HIV/AIDS, Ebola, COVID-19 and other factors are transforming learning needs and priorities. To this end, the purpose of this article is to support the argument that the participation of women in non-formal education (outside the school environment) will make it possible to build social justice and support for those who are excluded from it through alternative avenues of education to increase the middle class that will reverse the trend. As such, non-formal education does not just fill a void. It also allows the Congolese State to consider its educational needs as a whole in order to achieve the goal of education for all. Moreover, non-formal education is better able to respond to the needs expressed by disadvantaged groups and offers the advantage of being more rooted in the workplace and the field. It can therefore be seen as a driver of development in the DRC, forging more effective links between education and the realities of daily life.

Keywords: Woman, female training, non-formal education, development.

*Auteur correspondant: Kalokalo Yangonde Julien, (kalokalojulien@gmail.com). Tél. : (+243) 81 42 09 966 ;

Reçu le 27/12/2022; Révisé le 29/01/2023 ; Accepté le 20/02/2023

<https://doi.org/10.59228/rcst.023.v2.i1.22>

Copyright: ©2023 Kalokalo & Kadimba. This is an open-access article distributed under the terms of the Creative Commons Attribution License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original author and source are credited.

1. Introduction

Depuis 1990, les organisations internationales ont fait des investissements très importants dans la scolarisation des filles dans le but d'enrayer l'accroissement de la population dans les pays en développement. Mais elles risquent d'ignorer un autre moyen tout aussi viable d'influencer les décisions des femmes d'avoir et d'élever des enfants en bonne santé (Moulton, 1997).

En République Démocratique du Congo, pratiquement au cours de la même période, des crises socioéconomiques ont été constatées dans plusieurs familles, causées par la perte d'emplois après les deux pillages des années 1991 et 1993 qui engouffrèrent la plupart d'entreprises. Des violences politiques et sociales qui continuent à entraîner un nombre considérable des réfugiés et des déplacées, provoquent, de ce fait, une instabilité démographique, un accroissement des tensions et de l'insécurité sociale dans les milieux urbains (Ntumba, 2020). Ces conflits ont engendré les conséquences que voici :

- Le déracinement des populations de leurs territoires pour en faire des exclus (exode rural) ;
- La destruction et arrachement des activités de production, ce qui aggrave ainsi la crise économique ; particulièrement la crise alimentaire et donne naissance à l'économie de mendicité et d'aide par des politiques d'assistance humanitaire : Ce qui augmente le taux de chômage, approfondit les écarts entre les classes sociales et accentue la fracture sociale.

Toutes ces facettes impactent négativement sur la paix socio-économique de certaines familles, sur la paix socio-environnementale et sur l'avenir du pays. Ainsi, on enregistre plusieurs cas d'enfants non scolarisés, d'enfants en rupture familiale ayant trouvé refuge dans la rue, des filles et femmes qui s'adonnent à la prostitution avec risque des maladies diverses, et l'accroissement du phénomène « Kuluna », etc.

Il faut constater à côté de ces cas sus évoqués, les filles et femmes vulnérables, victimes des ruses de certains hommes, mettent imprudemment en usage leur sexe pour accompagner leurs familles, respectives dans la question de survie. (Ntumba, 2020) Ce qui a comme conséquences :

- Des grossesses non désirées qui aboutissent soit aux naissances non désirées soit à la mort (s'il y a tentative d'avortement ou d'un accouchement compliqué) ;
- Difficulté de prendre part à l'éducation formelle en diminuant leur chance de vie dans l'avenir ;
- Difficulté de subvenir aux besoins primaires de leurs enfants ou de leurs familles (à manger, scolarité, soins médicaux, ...).

Ce constat pousse des recherches sur l'éducation non formelle afin de construire la justice sociale et le

soutien de ceux qui sont exclus à travers des voies alternatives d'éducation, car l'éducation est une arme puissante pour faire évoluer les mentalités et transcender les différences, ... (Mandela, 2007).

En effet, la participation des femmes à l'éducation non formelle (hors du milieu scolaire) et à d'autres associations a le même effet que la scolarité formelle sur le changement démographique (fécondité, santé et survie de l'enfant) (Moulton, 1997).

Dans cette étude, il est nécessaire de susciter la curiosité de l'Etat congolais et les organismes tant nationaux qu'internationaux d'investir dans l'éducation non formelle des femmes vulnérables pour permettre à ces dernières d'acquérir et d'entretenir les compétences, les aptitudes, les dispositions nécessaires en vue de s'adapter à un environnement en constante mutation et surtout à participer pour l'accroissement d'une classe moyenne en RDC.

Il sied de noter que le développement du présent travail est l'occasion d'explorer d'autres travaux de recherche qui élucident le bien fondé du processus de l'éducation non formelle.

Les travaux de Vincent et al. (1994) traite de l'éducation prisonnière de la « forme scolaire » qui s'imposerait comme mode de socialisation dominante dans les sociétés modernes.

Mons (2004), Lahire (2008) et Ségué (2018) ont montré que la forme scolaire connaît des variations en Occident, mais il semble qu'elle reste la référence pour l'éducation dans la plupart des pays francophones d'Afrique. En effet, plusieurs pays francophones d'Afrique ont opté pour un système éducatif prioritairement organisé autour de l'institution scolaire avec généralement, en cas d'échec scolaire, quelques alternatives de rattrapage scolaire, d'apprentissage des métiers ou de formation professionnelle, dans un contexte où la réussite scolaire est, dans les représentations collectives, la principale voie d'ascension sociale.

Par ailleurs, dès le primaire, les systèmes éducatifs ont souvent du mal à assurer les acquis. En effet, en début de cycle plus de 70 % des élèves n'ont pas atteint le niveau suffisant en langue et plus de 50 % en mathématiques. En fin de cycle, près de 60 % des élèves sont en deçà de ce niveau dans les deux disciplines (Confemen, 2015). L'on peut donc considérer qu'en plus de la forte déperdition, les systèmes scolaires peinent à assurer l'efficacité interne du système qui renvoie à la capacité à atteindre les objectifs fixés.

Face aux insuffisances du système scolaire pour l'accueil du plus grand nombre, de gros efforts sont consacrés à l'amélioration des conditions d'accueil et de maintien des élèves ainsi que de la qualité des acquis. Ainsi, l'ancien directeur de l'Institut international de planification de l'éducation de

l'Unesco, qui, analysant, dans son rapport, la « crise mondiale de l'éducation » en déduit qu'elle pourrait trouver une solution si chaque pays s'évertuait, d'une part, à identifier et à développer son « réseau d'apprentissage », c'est-à-dire l'ensemble des opportunités disponibles pour permettre à tous d'apprendre et d'acquérir les compétences requises pour la vie quotidienne et professionnelle et, d'autre part, à en faire l'évaluation afin de répondre aux besoins présents et à venir (Baba-Moussa, 2020).

Ainsi, il ajoute que ce réseau d'apprentissage doit intégrer à la fois: l'éducation formelle, donnée au sein du système scolaire, et l'éducation non formelle, qui correspond à toute forme d'apprentissage organisée en dehors du système scolaire au profit de catégories spécifiques parmi les jeunes et les adultes. Cette proposition reste d'actualité au regard de l'objectif de développement durable numéro 4 (ODD4) pour l'éducation (UNESCO, 2015).

Par ailleurs, le coût de l'éducation formelle étant élevé, devant la longue durée d'études, l'inadaptation des programmes scolaires aux réalités et aux besoins immédiats de la société, la limitation liée à l'âge de scolarité, etc. Beaucoup de jeunes en général, et des filles et femmes, en particulier, ne peuvent plus fréquenter l'école en conséquence, ils restent déscolarisés. Bien plus encore, parmi ceux qui ont eu accès à l'éducation formelle, nombreux sont ceux qui ne l'achèvent pas. Certains d'entre eux sont contraints de s'orienter vers le secteur non formel d'éducation afin de recevoir une formation pratique ou une initiation à l'exercice d'un métier, par exemple la coupe et couture, l'esthétique, l'hôtellerie et restauration, la mécanique, la menuiserie etc., pour qu'à la fin de ladite formation, qu'ils puissent créer une activité génératrice des revenus en vue d'assurer son autonomisation.

L'apprentissage d'un métier pose problèmes au marché d'emploi quand celui-ci n'est pas suffisamment structuré et planifié pour répondre aux préoccupations de ce sous-secteur, qui, lui, n'est pas non plus planifié. A ce sujet, Kalala (1988) note que « ... les difficultés du marché du travail tant dans le secteur public que dans les entreprises privées ont poussé de nombreux jeunes à s'orienter vers les ateliers de confection, de menuiserie, de cordonnerie, de l'hôtellerie, de l'esthétique etc. Ils espèrent à la fois y trouver du travail et apprendre un métier grâce à une formation dite non formelle ». Le but de cette formation est, de doter les jeunes d'un ensemble de connaissances pratiques pouvant les aider à s'intégrer de façon active dans la vie sociale ce qui voudrait dire que les auteurs estiment que l'apprentissage non formel est un facteur du développement.

Ainsi, dans le souci de mieux appréhender l'apport de l'éducation non formelle comme moteur de

développement en RDC, le problème général est de savoir pourquoi les femmes vulnérables congolaises n'ont-elles pas facilement accès à l'éducation comme d'autres citoyens ? A travers cette réflexion, il est nécessaire de savoir de manière spécifique dans quelle mesure l'éducation non formelle en faveur des femmes vivant en situation difficile devient-elle moteur du développement en RDC ?

Tenant compte de la problématique soulevée et en rapport avec l'étude sous examen, il est pensable que les femmes vulnérables n'auraient pas facilement accès à l'éducation étant donné qu'elles vivent dans des situations de précarité où la pauvreté des familles représente souvent le premier obstacle à leur scolarisation.

Ainsi, l'apport à l'éducation non formelle ne deviendrait moteur du développement en RDC que lors que les femmes vulnérables acquièrent et entretiennent les compétences, les aptitudes, les dispositions nécessaires pour s'adapter à un environnement en constante mutation afin d'améliorer leur situation socioéconomique, laquelle, amélioration impacterait positivement sur le développement du pays.

Pour analyser les données recueillies, la méthode de l'histoire immédiate représentée par Verhaegen (1984) a été le moyen par excellence, dicté par la nature de l'objet d'étude dans le but d'analyser aux fins interprétatives et explicatives les informations fournies par les témoins privilégiés ou sujets historiques (personnes ressources sélectionnées) dans une approche à la fois diachronique et synchronique. Ce mode de raisonnement suggéré par ladite méthode a guidé nos opérations intellectuelles dans le but d'apporter une explication systématique et intelligible au phénomène analysé. Cette méthode a été appuyée par la technique de l'observation directe, documentaire, de focus group et d'entretien libre.

Eu égard à ce qui précède, ce travail s'articule autour de points suivant: Notions de l'éducation non formelle, Femmes vulnérables congolaises à la croisée de l'éducation non formelle, perspectives d'avenir.

2. Notion de l'éducation non formelle

Après le pain, l'éducation est le premier besoin (Danton, 1793). Chacun s'accorde à penser que l'éducation est un enjeu de société. Pourtant, chaque société pense à l'éducation de façons différentes. Certaines la mettent au centre de leurs préoccupations, d'autres l'énoncent puis l'oublie. L'éducation devenant une évidence telle qu'elle se perd parmi les priorités d'Etat.

Mais lorsqu'on évoque l'éducation, il est impérieux d'en dissocier trois formes, notamment:

l'éducation formelle qui renvoie à ce que l'on désigne habituellement et le plus spontanément lorsque l'on parle d'éducation. Il s'agit de la formation qui nous est dispensée dans un cadre officiellement reconnu. Elle est prise en charge par le système scolaire et l'ensemble des composantes qui le constituent depuis la maternelle jusqu'à l'enseignement supérieur ; *l'éducation informelle* se réfère à un processus d'apprentissage tout au long de la vie, par lequel chacun acquiert des attitudes, valeurs, compétences et savoirs à partir des influences éducatives et des ressources qui se trouvent dans son environnement propre et de son expérience quotidienne. Les personnes apprennent de leur familles et voisins, sur leurs lieux de travail, à la bibliothèque, dans des expositions d'art, à travers le jeu, la lecture et le sport. Les médias de masse, par exemple à travers le théâtre, les films, la musique, les chansons, les débats télévisés et les documentaires. L'apprentissage informel est souvent non planifié et non structuré et *l'éducation non formelle* considérée comme toute activité d'éducation organisée et systématique, exécutée à l'extérieur du cadre du système scolaire formel pour fournir un type d'apprentissage choisi, à des sous-groupes particuliers de la population (Dalbera, 2022). Elle correspond à toute forme d'apprentissage organisée en dehors du système scolaire au profit de catégories spécifiques parmi les jeunes et les adultes ; et elle renvoie, en outre, à toutes les opportunités d'apprendre offertes par la société : médias, voyages, échanges, etc. (Coombs, 1989).

Investir dans l'éducation et le bien être est une mesure efficace pour promouvoir une citoyenneté active et prévenir l'exclusion sociale. Aujourd'hui, en République Démocratique du Congo, le système d'éducation formelle ne peut faire face seul à l'évolution rapide (technologique, sociale, économique) de la société. Il doit être renforcé par des pratiques d'éducation non formelle.

Enfin, l'éducation non formelle fait partie intégrante de la notion d'éducation permanente. Elle doit permettre aux jeunes et aux adultes vulnérables ou pas, d'acquérir et d'entretenir les compétences, les aptitudes, les dispositions nécessaires pour s'adapter à un environnement en constante mutation.

Le terme « éducation non formelle » a émergé avec l'objectif d'obtenir une meilleure reconnaissance de l'éducation et de l'apprentissage en dehors des écoles, des universités et des systèmes officiels de certification, car elle permet d'adapter l'éducation aux différentes catégories de la population cible indépendamment de leur âge afin de construire la justice sociale, renforcement de la classe moyenne et le soutien de ceux qui sont exclus à travers des voies alternatives d'éducation. Ce concept interpelle l'implication de plusieurs institutions et

intervenants. Il s'avère la plus appropriée pour surmonter les contraintes qui entravent la scolarisation et remédier à la problématique de la non scolarisation ou la déscolarisation (Dalbera, 2022).

Constituée de programmes substitutifs à la scolarisation à plein temps, cette éducation a pour objectif d'offrir une deuxième chance à ceux qui, pour des raisons diverses, n'ont pu bénéficier du système scolaire officiel.

Celle - ci existe aujourd'hui sous une diversité de formes qui dépendent, non seulement de la variété des groupes de populations cibles à qui elle s'adresse, mais également des agences et institutions qui l'organisent sous différents programmes dont :

- Les programmes d'alphabétisation ou d'éducation des adultes ;
- Les programmes d'éducation pour les enfants et les jeunes qui sont en dehors de l'école ;
- Les programmes de promotion du développement du monde rural ;
- Les programmes de l'enseignement supérieur non formel ;
- Les activités de culture générale et de loisir ;
- Les activités d'éducation religieuse ;
- Les activités de formation pour améliorer les aptitudes linguistiques et les capacités de communication ;
- Les activités de formation dans les secteurs de la production industrielle et du service commercial.

Par ailleurs, l'éducation non formelle se déroule dans des lieux tels que des organisations de la jeunesse, des clubs de sport ou des centres communautaires, où les jeunes et les enfants se rencontrent librement, participent aux projets, jouent, discutent, font des activités artistiques, chantent, dansent, font du sport ou ont l'opportunité d'apprendre des bases de savoirs académiques qu'ils n'auraient pas pu acquérir par le parcours d'éducation formelle. Elle est généralement mise en œuvre par des ONG, que ce soit en collaboration ou non avec les institutions gouvernementales (Fondation Daniel Mitterant, 2018).

3. Femmes vulnérables congolaises à la croisée de l'éducation non formelle

3.1. Education non formelle dans le contexte du système éducatif congolais

3.1.1. Sur le plan historique

Le système colonial de l'éducation était totalement dominé par les missions catholiques belges; lesquelles recevaient les subsides du gouvernement colonial. Il n'y avait donc aucun subside pour les écoles protestantes. Aussi, cette éducation était inadaptée du point de vue utilitaire ou professionnel. Les colons et les missions religieuses

qui avaient un monopôle sur l'éducation des autochtones, orientaient le développement de l'éducation vers l'évangélisation et la main d'œuvre (Musa, 2005).

Le modèle académique se remarque à travers le programme académique. Il octroie un type d'instruction orientée vers l'éducation de l'élite, lequel peut facilement aliéner ses bénéficiaires de la vie rurale et des masses rurales.

Le modèle d'éducation agricole tenait à la préoccupation des missionnaires qui voulaient satisfaire leurs besoins immédiats de nourriture.

Le modèle d'éducation industrielle introduit par les religieux orientaux visait à satisfaire leur besoin de la main d'œuvre.

De toutes les façons, ces dispositions légales sont venues tardivement, l'éducation non formelle était organisée en vue de rencontrer les besoins de la population et la demande de la main d'œuvre travaillant pour le développement socioéconomique du pays. La population concernée par ces opportunités est bien spécifiée. Il s'agit des enfants non scolarisés, des jeunes déscolarisés et des adultes (Musa, 2005).

3.1.2. Sur le plan juridique

La loi scolaire congolaise, la [loi-cadre n°14/004 du 11 février 2014 de l'enseignement national en RDC](#) met en exergue trois catégories, notamment l'Enseignement ordinaire du type classique c'est-à-dire de la maternelle à l'université, l'Enseignement spécial et la Structure d'éducation non-formelle. Ces dernières visent à faire acquérir, à entretenir et à perfectionner des connaissances et compétences des jeunes et des adultes par rapport aux mutations sociales et aux exigences nouvelles comme le stipule dans son article 35. Malgré que la volonté du gouvernement congolais en matière d'accès à l'éducation de base ait été remarquable, atteindre les 5 millions de filles et femmes qui ne sont pas scolarisées reste une priorité urgente pour le développement. A notre avis, des programmes d'éducation non formelle peuvent toucher des filles et femmes les plus vulnérables en leur offrant une éducation accélérée ainsi que des programmes d'alphabétisation et de formation professionnelle. Un soutien accru au secteur de l'éducation non formelle pourrait faire une différence significative chez des millions de filles et femmes, en particulier pour celles qui sont cheffes de famille, mères ou trop âgées pour retourner à l'école. Cet écart énorme entre le besoin d'une éducation non formelle et la prestation des services actuels est une question de politique prioritaire qui nécessite un redressement. Comme l'ont démontré ces recherches, les filles et femmes vulnérables eux-mêmes sont conscientes de la valeur et de la pertinence des programmes d'éducation non

formelle et devraient être consultés dans le cadre de l'élaboration dudit programme pour assurer leur pertinence et leur adaptabilité à leurs besoins, intérêts et finances limitées.

3.1.3. Sur le plan économique

L'économie d'un pays est un secteur clé d'où le pays tire des ressources matérielles et financières nécessaires pour répondre aux différents besoins et demandes des populations.

La lutte pour la stabilité économique, engage l'Etat dans les réformes et ajustements successifs, en vue d'assurer aux populations un bien être général.

Entant qu'élément moteur dans la vie d'une nation, l'économie doit être assainie et entretenue pour pouvoir contribuer efficacement à l'amélioration de la qualité de vie des populations. C'est ainsi qu'il a besoin à la fois de stabilité politique et de la bonne gouvernance pour une remise au travail des masses laborieuses en vue de réaliser la production et atteindre la croissance (Musa, 2005).

En RDC, l'environnement économique congolais est très malade, non seulement du caractère modique du salaire qui alimente le déséquilibre du vécu social mais aussi l'emploi, en soi, devient inexistant.

Il faut des perspectives et imaginer d'autres solutions à ce problème et permettre aux individus dans un espace en difficulté, de se créer d'emploi d'auto-prise en charge tel que: la coupe et couture, l'esthétique, l'hôtellerie et restauration, etc.

3.1.4. Sur le plan éducatif

En référence à Durkheim, l'école est considérée comme un lieu et fonction de socialisation, c'est-à-dire de transmission systématique et organisée de normes et de valeurs partagées même si la filiation est à la fois plus ancienne et plus forte sur certains aspects (Lange, 2016). Ainsi, L'éducation est un facteur de stabilité et moteur de changement pour la transformation de la société.

Par ailleurs, devant plusieurs adultes qui ne savent ni lire, ni écrire, ce défi est essentiel à relever en se posant des questions que faire de ces femmes non scolarisées, comment les encadrer pour le rendre utiles dans la société ? Quel type d'éducation pourrait en faire en sorte qu'elles soient capables de se prendre en charge, d'être autonomes et surtout de booster le développement en RDC sur le plan social et même économique puisque l'éducation de base classique ne suffit pas. Etant donné que l'éducation en générale a pour finalité, l'épanouissement intégral et harmonieux de chaque personne afin de la rendre utile à elle-même et à réaliser son insertion dans la société, il est de bonne augure que l'éducation soit adaptée selon les milieux et surtout des catégories, car la loi prône l'éducation à tous et l'éradication de l'analphabétisme (Musa, 2005).

3.2. Impact de l'éducation non formelle dans l'amélioration des conditions socioéconomiques des filles et femmes vulnérables en RDCongo

3.2.1. L'éducation des femmes au monde et en Afrique

L'éducation des femmes en général est un moyen qui peut contribuer durablement au développement d'un Etat, ce qu'on appelle « capital humain ».

Selon les estimations de l'UNESCO, 130 millions des filles de 6 à 17 ans ne sont pas scolarisées, 15 millions des filles en âge de fréquenter le cycle primaire vivent en moitié en Afrique subaérienne ne franchissent pas le seuil d'une salle de classe. Au niveau mondial, la participation des femmes à la vie est inférieure de près de 27% à celle des hommes. 750 millions des femmes adultes ne possèdent pas la compétence d'alphabetisation de base.

La RDC a été identifiée comme le pire pays pour être mère, et plus de ¾ des mères ont entre 15 à 19 ans celles-ci n'ont pas accès à la scolarité. Pourtant, selon le [Consortium International de Développement en Education \(2015\)](#), l'éducation des filles constitue un levier puissant du développement en RDC. Ce qui explique ce contraste est que généralement en RDC quand une fille, par exemple, est engrossée, elle est aussitôt abandonnée à elle-même avec arrêt immédiat des activités scolaires puisqu'en étant grosse ses parents ne voudront plus d'elle et même sa belle-famille a très souvent du mal à la reconnaître comme belle fille.

3.2.2. Etat des lieux des causes qui limitent l'éducation des femmes en RDC

Pour bien élucider l'impact, il serait mieux et nécessaire de faire un état de lieu de ce qui bloque l'accès des filles et femmes à l'éducation classique.

Après plusieurs échanges avec des femmes et quelques autorités, ce qui limite l'accès à la scolarité classique d'un certain nombre des femmes sont notamment :

a. Les difficultés financières

Les filles ont moins de chance de finir l'école primaire que des garçons et la chance de rétention sont d'autant plus faibles si le revenu est bas. Donc une femme issue d'un ménage dont le revenu mensuel de ses parents est en dessous de 50 USD soit 100.000 CDF a moins de chance de terminer l'école primaire ([C. Matewa, communication personnelle, 26 juillet 2022](#)).

De manière générale, en RDC tous les parents connaissent l'intérêt et l'importance de la formation de leur progéniture. Le vrai problème reste celui de chaque famille de réunir les frais de scolarisation nécessaire au profit des enfants. C'est ça le goulot d'étranglement surtout pour des familles nombreuses ([J. Mapenzi communication personnelle, 26 juillet 2022](#)).

b. Milieu de résidence niveau d'instruction des parents

La question des filles en dehors de l'école, mais en âge de scolarité apparaît comme un phénomène rural. Donc, la proportion de filles non scolarisées est bien supérieure que dans le milieu urbain. Par ailleurs, les filles dont les parents ont un niveau d'instruction accèdent facilement à l'école pour étudier.

c. Etre orpheline ou confiée ou encore adoptée

Quel que soit le milieu de résidence, le décès d'un ou de deux parents est un facteur important d'exclusion scolaire. Les enfants confiés ont aussi moins de chance d'accéder à l'école. Les personnes souvent apparentées qui en ont la responsabilité les traitent différemment de leurs propres enfants. Cette situation est observée aussi dans le cas de divorce de parents.

d. Les mariages et les grossesses précoces

Sur ce petit point, dans plusieurs milieux, à cause de la pauvreté des parents et aussi le poids de la tradition, l'on pense que la place de la fille ou de la femme est dans le mariage et que seul le garçon ou l'homme doit être préparé à assurer la responsabilité. Donc, les filles doivent se marier plus tôt que possible pour générer les moyens qui aideront les garçons à poursuivre la scolarité.

De manière générale, 39% des congolaises sont déjà dans des foyers. Dans certaines cultures, on ne voit rien en scolarisant une fille, mais on gagne l'argent en la faisant marier ([Lesen, 2014](#)).

e. Qualité de l'enseignement

La qualité d'enseignement en RDC est parfois faible dans certains milieux. 47% des jeunes congolais sont alphabétisés, nombreux sont ceux qui, en 4^{ème} année apprennent encore à lire au lieu de lire pour apprendre. La question de la qualité est à mettre en relation avec plusieurs autres facteurs dont : la disponibilité de manuel et d'outils pédagogique ([Lesen, 2014](#)).

3.2.3. L'éducation non formelle comme moteur de développement en RDC

Considérant que l'éducation est une question de droit suivant la [Constitution du 18 février 2006 de la RD Congo](#), en son article 43 et 42, les filles ou les femmes doivent bénéficier d'un encadrement éducatif de toute manière, si elles n'ont pas la chance d'être scolarisées de manière classique en vue d'éradiquer l'analphabétisme.

L'éducation non formelle aura un impact très positif, si l'on place les femmes en situation difficile au centre d'intérêt :

- En élaborant des programmes et des projets modulés par tranche d'âge, programmes et projets adaptés aux contextes régionaux particuliers ;
- En multipliant des variétés d'approches éducatives ;

- En statuant un enseignement adapté et utile ;
- En créant un environnement favorable, une approche intégrée et interactionnelle pour permettre à ces femmes vulnérables de réaliser leurs ambitions même à l'extérieur du système scolaire officiel.

L'éducation non formelle devient une alternative viable puisqu'elle permet à toutes les femmes victimes de violence sexuelle, les femmes qui ont grandi dans une extrême pauvreté de se rattraper en apprenant un métier ou différents métiers selon leurs capacités d'adaptation et dans un environnement très convivial.

De ce point de vue, les ONG qui ont déjà expérimenté cette initiative, confirment bel et bien que son impact est très positif et si ce serait organisé dans toute l'étendue du territoire national cela contribuerait au développement de la RDC.

C'est le cas de l'ONG Bureau de Recherche-Action pour le Développement Local, BRADL en sigle qui se distingue dans la formation de renforcement d'aptitude d'auto prise en charge des jeunes filles et femmes de la commune de Masina et Maluku ainsi que des quartiers Badara, Carrière et Kimpoko dans la ville province de Kinshasa en RDC. Laquelle ONG a, au cours de la période 2019 et 2020 formé 250 jeunes filles et femmes vulnérables de 14-25 ans, soit 50 par site précité qui, à ce jour, deviennent autonomes (Ntumba, 2020).

Certains bénéficiaires de ce type d'éducation affirment avec objectivité que l'éducation non formelle donne des avantages suivants:

- Elle change des mentalités et des coutumes rétrogradées ;
- Elle donne la possibilité aux femmes d'accéder aux crédits ;
- Elle remplace la culture entrepreneuriale et le goût du risque dans le chef des femmes ;
- Elle renforce le niveau d'instruction des femmes et leur donne la chance d'améliorer leurs conditions de vie ;
- Elle rend les femmes capables de se prendre en charge et même de s'acquiescer des devoirs civiques (impôts).

3.3. Perspectives d'avenir

Etant donné que l'instruction éclaire l'esprit ; l'éducation règle les mœurs (Tocqueville, 1848), l'Etat congolais, dans le souci de préserver le bien être social et d'assurer l'éducation pour tous, est appelé à mettre l'accent sur la recherche action qui est une participation active et un meilleur facteur produisant le changement et entraînant la mise en œuvre simultanée de trois processus à savoir: la recherche, l'action et la formation. La Recherche amenera à la compréhension de la situation-problème avec ceux qui la vivent,

l'Action démontrera les intentions de la communauté elle-même pour changer sa situation-problème et la Formation englobera tout le processus de recherche et de l'action avec les personnes concernées, notamment les femmes vulnérables afin de constituer les éléments de formation pratique pouvant permettre à ces dernières de mettre en œuvre la formation reçue pour résoudre les nouveaux problèmes.

Cette démarche se refuse de séparer la pensée à l'action, les deux doivent aller ensemble c'est-à-dire réaliser les enquêtes ou les analyses en vue de prendre des mesures pour s'impliquer comme acteur du changement dans la résolution du problème.

Le but de cette recherche action est non seulement de transformer les comportements, les attitudes et les habitudes des femmes vulnérables mais aussi d'améliorer leurs situations socioéconomiques afin de contribuer tant soit peu au processus du développement de la RDC.

Ainsi, trois volets devront être pris en compte, notamment:

- Education non formelle : accroître la visibilité et la sensibilisation des parties prenantes au potentiel positif avec la promotion de droit à l'éducation qui offre la possibilité : au rattrapage scolaire des filles et femmes en rupture scolaire ou ayant connu un retard scolaire, avant de leur offrir une orientation vers le métier ou poursuivre l'éducation formelle ; à la formation en métier en faveur des filles et femmes n'ayant pas eu la chance d'évoluer avec les études ; à influencer la politique gouvernementale et améliorer la qualité et la portée du système éducatif non formelle existant, les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux ont besoin d'informations ciblées et cohérentes, des résultats de recherche solides et des discussions franches sur les avantages et le potentiel du système ainsi que sur ses supports financiers et appuis stratégique requis ; au soutien des approches qui répondent aux besoins des jeunes ; au renforcement du système national existant et assurer un financement adéquat pour la prestation des services de qualité ; à l'accroissement de la coordination entre les prestataires privés, les bailleurs de fonds et le système national etc.
- Relèvement économique : certaines filles dans les communautés où elles sont installées, souhaitent à la place de la formation en métier, avoir un appui technique et économique pour renforcer ou initier leurs Activités Génératrices de Revenu (AGR), notamment : ventes des produits de consommation courante.
- Santé de reproduction: mobilisation de la fille et femme et sa communauté sur la sexualité, les

violences sexuelles et sur les violences basées sur le genre. Il est question également de mobiliser la jeune fille sur une orientation sexuelle responsable en vue de se protéger à tout risque possible et améliorer sa relation avec la personne de sexe opposé.

Aussi, il est demandé au gouvernement congolais d'accorder une attention particulière à l'égalité de chances entre toutes les filles et femmes sans aucune discrimination basée sur l'âge, la capacité intellectuelle, état physique, religion et l'appartenance ethnique afin de respecter le principe de l'inclusion sociale de toutes les catégories du groupe visé.

4. Conclusion

Cette étude a traité la problématique de l'accès difficile des filles et femmes vulnérables congolaises à l'éducation formelle comme d'autres citoyens. A travers cette réflexion, le besoin a été de savoir de manière spécifique, dans quelle mesure l'éducation non formelle des filles et femmes en situation difficile devrait-elle être moteur du développement en RDC.

Les femmes vulnérables n'auraient pas facilement accès à l'éducation formelle puisqu'elles vivent dans des situations de précarité. Ainsi, l'éducation non formelle en faveur de ces femmes contribuerait au développement de la RDC étant donné que celles-ci acquerraient le savoir-être et le savoir-faire pour améliorer leur situation socioéconomique.

L'étude des faits qui ont amené cette réflexion, a fait appel à l'utilisation de la méthode de l'histoire immédiate avec l'approche diachronique et synchronique. L'association de celles-ci, a été rendue possible par l'analyse des documents en rapport avec le thème, grâce aux faits observés ainsi que l'entretien effectué avec des particuliers.

Dans ces trois points, à savoir: l'Approche conceptuelle et notions de l'éducation non formelle, les Femmes vulnérables congolaises à la croisée de l'éducation non formelle ainsi que les perspectives d'avenir, il nous a été impérieux de démontrer comment le changement du statut social des filles et femmes vulnérables bénéficiaires de l'éducation non formelle pouvait constituer une force en mesure de soutien au développement de la RDC.

Ainsi, la participation à l'éducation non formelle pour les filles et femmes vulnérables rehausse leurs fiertés, puisqu'elles s'impliquent dans ces activités quand bien même, ces dernières sont motivées par la formation leur permettant d'acquérir les nouvelles connaissances qui transforment leurs attitudes, leurs comportements et leurs estimes de soi. Elles deviennent ainsi actives et autonomes dans leurs activités individuelles au point de subvenir aux besoins de leurs familles.

Somme toute, l'analyse a clairement montré que le gouvernement congolais, les bailleurs de fonds ainsi que les acteurs privés oeuvrant en RDC ont beaucoup à faire pour que leur travail reflète les meilleures pratiques émergentes en matière d'éducation non formelle afin de soutenir le renforcement du système national de ladite éducation. Car, la plupart des défis auxquels est confronté le secteur de l'éducation non formelle en RDC sont entre-autres les environnements affectés par les conflits et les crises. Ainsi, une action axée vers les résultats sur les principaux défis et le financement pourrait conduire à plus d'engagement pour leur résolution.

C'est ici que nous confirmons la thèse selon laquelle, l'éducation non formelle des filles et femmes vulnérables est un facteur qui permet à celles-ci d'être capables de se prendre en charge et d'accroître la classe moyenne qui renversera la tendance en RDC.

Références bibliographiques

- Baba-Moussa, A.R. (2020). L'avenir des dispositifs d'éducation non formelle. *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 1(83), 167-176. Consulté le 24/06/2021, sur <http://journals.openedition.org/ries/9416> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.9416>
- Consortium International de Développement en Education. (2015). *Document de stratégie nationale de promotion de la scolarisation des filles en RDC et plan d'action globale*. Consulté le 05/07/2022, sur <https://planipolis.iiep.unesco.org/en/2015/document-de-la-strat%C3%A9gie-de-scolarisation-des-filles-en-rdc-et-plan-daction-global-7080>
- Confemen. (2015). *PASEC 2014. Performances des systèmes éducatifs en Afrique subsaharienne francophone. Compétences et facteurs de réussite au primaire*. Dakar, Confemen.
- Constitution de la République démocratique du Congo, telle que modifiée et complétée par la Loi n°11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certains articles de la Constitution de la République démocratique du Congo du 18 février 2006, art. 43 et 42, *J.O.R.D.C.*, n°spécial, 5 février 2011, p.17.
- Coombs, P. (1989). *La crise mondiale de l'éducation*. Bruxelles, De Boeck.
- Dalbera. (2004). *Stratégie d'alphabétisation et d'éducation non formelle*. Consultée le 05 août 2022, sur <https://planipolis.iiep.unesco.org/files/ressources>
- Danton, G.J. (1793), *Discours sur l'Éducation*. Consulté le 05/07/2022, sur <https://www.histoire-en-citations.fr/citations/danton-apres-le-pain-l->

- [education-est-le-premier-besoin](#)
- Fondation Daniel Mitterrand. (2018). *Extrait de guide « Formation pour les formateurs en éducation non formelle », en partenariat avec la Fédération Léo Lagrange*. Consulté le 06 août 2022, sur <https://fondationdanielmitterrand.org/quest-leducation-non-formelle/>
- Kalala, N. (1988). Rôle socio pédagogique des ateliers artisanaux dans la zone urbaine de Tshopo à Kisangani. *Revue Zaïroise de psychologie et de pédagogie*, Kisangani, Unikis, 1(2), 31-40.
- Lahire, B. (2008). La forme scolaire dans tous ses états. *Revue suisse des sciences de l'éducation*, 30(2), 229-258.
- Lange, J.M. (2016). *Des dispositions des personnes aux compétences favorables à un développement durable : place et rôle de l'éducation. Éducation au développement durable : Enjeux et controverses*. Consulté le 21/08/2022 sur, <https://hal.umontpellier.fr/hal-01690514>
- Lesen. (2014). *Résumé exécutif et pistes d'orientation politique*, Kinshasa, SM.
- Loi n°14/004 du 11 février 2014 de l'enseignement national. Consultée le 03/07/2022, sur <http://leganet.cd/Legislation/Droit%20Public/enseignement/Loi14.004.11.02.2004.htm>
- Mandela, N. (2007). *Extrait d'un discours lors d'une visite à Mexico*. Consulté le 05/07/2022, sur <https://citations.webescence.com/citations/Nelson-Mandela/education-est-une-arme-puissante-pour-faire-evoluer-les-mentalites-transcender-3997>
- Moulton, J. (1997). *Éducation formelle et non formelle et comportement autonome : Un examen de la littérature de la recherche* Préparé pour le Projet Soutien pour l'analyse et la recherche en Afrique (SARA) Financé par l'USAID/AFR/SD. Consulté le 13 juillet 2022, sur https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/pnacb576.pdf
- Mons, N. (2004). *De l'école unifiée aux écoles plurielles. Évaluation internationale des politiques de différenciation et de diversification de l'offre éducative*. Thèse de doctorat, Université de Bourgogne.
- Musa, D. (2005). *Éducation non formelle dans les contextes éducatifs et socio-économique de la RD Congo: Etude exploratoire sur le statut légal et les attitudes des habitants de Kinshasa*. Mémoire de DEA en sciences de l'éducation, Kinshasa, Unikin.
- Ntumba, A. (2020). *Rapport annuel sur l'action d'autonomisation de la jeune fille vulnérable dans la ville de Kinshasa*. Kinshasa, BRADEL.
- Séguy, J.Y. (2018). *Variations autour de la « forme scolaire »: Mélanges offerts à André D. Robert*. Nancy, Presses universitaires de Nancy.
- Tocqueville, A. (1848), *De la démocratie en Amérique. Tome 2*. Paris, Pagnerre.
- UNESCO. (2015). *Les 17 Objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD), adoptés en septembre 2015 par 193 pays, à la suite des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD)*. Consulté le 06/11/2022, sur <https://fr.unesco.org/gem-report/node/1346>
- Verhaegen, B. (1984). Méthode et techniques. Pour une approche dialectique de leurs relations, *Analyses Sociales*, 1(2), 50-51.
- Vincent, G., Lahire, B. & Thin, D. (1994). *L'éducation prisonnière de la forme scolaire*. Lyon, Presses universitaires de Lyon.